

Direction Générale Adjointe Infrastructures
Départementales
Direction des Routes
Service Gestion de la Route

Arrêté N° 25-0869

**de restriction temporaire à la
circulation pour travaux**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 3221-4
- VU le code de la route et notamment l'article R 411-21-1,
- VU le code de la voirie routière,
- VU l'arrêté modifié du 7 juin 1977 portant approbation de la 4^{ème} partie "signalisation de prescription" du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- VU l'arrêté modifié du 6 novembre 1992 portant approbation de la 8^{ème} partie "signalisation temporaire" du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- VU l'arrêté de délégation de signature en vigueur de Monsieur le Président du Conseil départemental,
- VU la demande de l'entreprise COLAS France – Établissement Lozère en date du 12/05/2025,

Considérant que les travaux de réfection de chaussée sur la **R.D. 987** nécessitent que la circulation soit réglementée.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : En raison du motif ci-dessus indiqué, des restrictions devront être apportées à la réglementation générale de la circulation sur la **route départementale n° 987** du **P.R. 24+545** au **P.R. 27+720** (de la sortie de Lasbros au carrefour avec la rue Saint-Jacques, à l'entrée de Peyre-en-Aubrac) sur le territoire de la commune de **Peyre-en-Aubrac**.

ARTICLE 2 : Ces restrictions à la circulation des véhicules s'appliqueront du **mercredi 21** au **mercredi 28 mai**.

JAN 12 2025

Durant cette période :

- la circulation sera **interdite à tous les véhicules de 08h00 à 18h00 et sera rétablie en dehors des horaires de chantier**,
- une déviation sera mise en place localement par l'U.T.C.D. de Saint Chély d'Apcher.

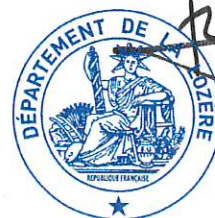
ARTICLE 3 : La signalisation de chantier réglementaire, conforme aux prescriptions particulières sera mise en place et entretenue par l'entreprise COLAS France – Établissement Lozère. Celle-ci sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté devra obligatoirement être affiché sur le site du chantier par l'entreprise.

ARTICLE 5 : Le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur des Routes,
Monsieur le Chef de l'U.T.C.D. de Saint Chély d'Apcher,
Monsieur le Maire de la commune de Peyre-en-Aubrac,
Madame le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Lozère,
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mende, le 12/05/2025
Pour le Président du Conseil départemental
Le Directeur des Routes
Hervé ROLIN



Acte exécutoire
Mende, le 12/05/2025
Pour le Président du Conseil départemental
Le Directeur des Routes
Hervé ROLIN

